

REGARDS SUR L'EUROPE N° 13

Christian Wenkel, la richesse de deux cultures

Notre interlocuteur possède plusieurs caractéristiques dignes de retenir notre attention



"européenne" : né allemand de l'Est, il devient à 13 ans allemand tout court; la réunification est passée par là. Il effectue ensuite un parcours étudiant de chaque côté du Rhin, avec le cursus intégré franco-allemand d'Histoire, à Mayence et à Dijon et avec le doctorat en cotutelle entre l'Institut d'études politiques de Paris et l'Université de Munich. Aujourd'hui il est chargé de recherches à l'Institut **Historique Allemand** de Paris mais également à l'Université Humboldt de Berlin.

Ses champs de recherches portent sur l'Histoire de la France au XXe siècle, l'Histoire des relations internationales (en particulier les représentations et le poids de la mémoire dans les relations internationales), l'Histoire des rapports Est-Ouest au temps de la Guerre froide et l'Histoire de la construction européenne.

Témoin direct de soubresauts importants de l'histoire récente, il en est donc un analyste compétent ainsi qu'un observateur (très) informé de l'actualité. Compatriote d'Angela, il vit dans le pays de François ... Difficile de se

situer plus au cœur des grands défis qui guettent notre déjà vieille Europe.

Pouvez-vous nous présenter votre cadre de travail et ses spécificités ?

L'*Institut Historique Allemand* est né dans les années 60, même si des initiatives avaient déjà émergé la décennie précédente.

Il en existe six dans le monde: outre Paris, on en trouve à Rome, Washington, Varsovie, Londres et Moscou. Tous font partie de la fondation Fondation publique Max Weber Stiftung - Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland -, financée par le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche.

C'est un centre d'études qui permet à des chercheurs français et allemands de venir travailler sur des thématiques concernant les deux pays mais aussi l'international, de se connaître et d'échanger sur ce qui se fait, de mener des recherches propres, de participer à des manifestations scientifiques, et enfin de bénéficier d'une bibliothèque de référence pour l'histoire allemande. On peut le voir comme un lieu d'échanges de savoirs entre la France et l'Allemagne s'appuyant sur et soutenant des chercheurs issus des deux cultures, un outil puissant d'internationalisation de la recherche en histoire.

Les périodes couvertes vont de l'Antiquité tardive jusqu'à aujourd'hui, pour l'Europe Occidentale.

Au début des années 90, des membres de l'AEDE se retrouvent à Saint Dié; ils viennent de Pologne, des deux Allemagne, de Belgique, de France et s'interrogent sur l'enseignement de l'histoire contemporaine après la chute du Mur. Nos collègues de l'Allemagne de l'Est évoquent leur expérience, douloureuse et difficile, lorsque brutalement les anciens manuels disparaissent. Ils sont en pleine tourmente intellectuelle, livrés à eux-mêmes ou au flot de consignes contradictoires. Pour les Universités, comment s'est passée l'intégration du monde scientifique de l'ancienne Allemagne de l'Est ?

J'ai vécu ce que vous évoquez comme élève, avec la disparition des livres, les programmes qui changeaient perpétuellement ou qui, supprimés, n'étaient pas remplacés. C'est ainsi qu'en Chimie, j'ai étudié trois années en suivant les mêmes matières !

Pour l'Université, ce fut encore plus radical puisque les anciens professeurs furent démis de leurs fonctions et remplacés par des collègues venus de l'Ouest. Tout le savoir semblait contaminé par l'idéologie marxiste et il n'était pas possible de garder les mêmes enseignants. Il n'y eut donc pas d'intégration de l'élite de l'Est dans la nouvelle Allemagne, sauf pour les plus jeunes chercheurs.

Vous travaillez dans la double culture. Y a-t-il des différences de lecture de l'histoire européenne selon qu'on est chercheur français ou allemand ?

Ma socialisation fut française puisque j'ai fait Sciences Po à Paris et j'ai plutôt été formé dans le moule français. Pour les collègues allemands, la différence est faible parce que le travail porte plutôt sur des matières internationales, mettant en jeu la collaboration entre plusieurs pays.

La différence est plus forte entre la recherche anglo-saxonne qui s'intéresse peu à l'Europe - ceux qui le font se sentent très seuls ! - et la recherche continentale.

Vous êtes un des initiateurs du réseau Richie¹ qui regroupe des jeunes chercheurs. Y a-t-il une différence de générations dans l'approche de l'histoire européenne ?

Oui, clairement. La génération précédente, celle de nos directeurs de thèse, est née dans les années 40. Ils ont participé à l'histoire de l'Europe par un parcours personnel, familial et, souvent, ont développé un militantisme européen, avant d'entrer dans la recherche.

Ma génération a une vision plus froide, plus détachée, pas forcément militante. L'Europe est, pour nous, un objet de recherche comme un autre et on se déconnecte assez facilement de la réalité au profit de l'étude.

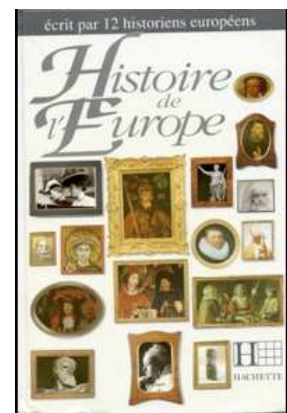
Y a-t-il parmi les chercheurs des Eurosceptiques, comme en Belgique, il y a des historiens nationalistes qui veulent démonter le concept "histoire belge" ou même "pays Belgique".

Non, pas vraiment. Les Eurosceptiques planchent sur leur histoire nationale ou l'histoire internationale, l'Europe représentant alors un des ensembles de l'histoire mondiale, sans valeur ajoutée spécifique.

Par contre, ce qui m'a frappé à Blois, c'est que le thème d'Empire était surtout abordé par le biais du déclin, de la fin, de l'explosion et que l'Europe était évoquée aussi dans ce cadre-là. Plaçait-on, volontairement ou non, l'UE dans le champ des Empires qui tous doivent disparaître un jour ou d'un Empire qui risque de disparaître, je ne veux pas l'affirmer mais ça traduirait un certain euroscepticisme.

En 1992, Hachette publie un manuel intitulé "Histoire de l'Europe" mais ce n'était en fait que douze histoire nationales juxtaposées. Pourquoi n'y a-t-il pas d'histoire européenne ?

Il est impossible de réaliser une histoire fusionnée de l'ensemble européen, pour plusieurs raisons : la courte durée des mandats de recherche, la multiplicité des langues à connaître pour avoir accès aux diverses sources, la difficulté d'entrer dans la compréhension de chaque logique nationale, ... C'est pourquoi la plupart des études se font en comparant ou en utilisant les sources de deux pays.



¹ L'histoire de l'intégration européenne est un domaine relativement neuf qui profite de l'ouverture de sources d'archives de plus en plus nombreuses sur les débuts de la construction européenne. Mais les jeunes chercheurs souffrent d'une insuffisante collaboration internationale, faute d'un espace d'information et de réflexion commun. L'association RICHIE (Réseau International de Jeunes Chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne) vise à faciliter les contacts entre jeunes chercheurs pour participer au comblement de cette lacune. Cfr <http://www.europe-richie.org/public/presentation.php>

Il y a actuellement, avec le partenariat de l'IHA, un projet porté par le Laboratoire d'Excellence d'"Ecrire une histoire nouvelle de l'Europe", mais mélanger les sources ne signifie pas nécessairement mélanger les histoires, ...

S'il n'y a plus de militantisme chez les jeunes chercheurs, aiment-ils quand même l'Europe ?

Pour eux, elle existe tout simplement: ils ont eu des bourses pour étudier à l'étranger, ils voyagent à bas prix dans différents pays; l'absence de frontières ne leur apparaît pas, comme à moi qui ai grandi derrière le rideau de fer, une formidable chance de ne plus être, nulle part, enfermé.

La question d'adhérer à l'idée d'Europe ne se pose pas, c'est un donné. Ce peut être un problème car, pour mes étudiants, nés à la fin du 20e siècle, il n'est pas nécessaire de la défendre.

C'est le travail du parlement européen que de rappeler son existence, de se faire une place sur la scène européenne, de mettre en évidence ses champs d'actions, l'importance des décisions qu'il prend, etc. Alors peut-être le pourcentage de votants aux élections européennes sera plus important ... même si d'une manière générale, ce pourcentage diminue pour toutes les élections.

Les médias zooment souvent sur le couple franco-allemand. Qu'en pensez-vous ?

Je suis frappé de la surexcitation française envers la puissance de l'Allemagne.

La rivalité entre les deux pays est plus que centenaire et, dès les débuts de la construction européenne, la France y a vu un moyen de faire de l'Allemagne une puissance contrôlable, de veiller à ce que cette force s'exerce à son profit et non à son détriment.

Après la chute du mur, la fin de l'occupation de la partie occidentale de Berlin, à laquelle participait la France, a marqué une nouvelle étape dans les rapports entre les deux pays qui se sont normalisés vers l'égalité. Mais à la crainte d'une Allemagne militairement trop forte a succédé une crainte d'une Allemagne économiquement trop puissante.

Pour la France, la construction européenne doit donc toujours permettre de garder ce grand voisin dans un cadre délimité. On pourrait s'étonner de ce nœud relationnel persistant alors qu'on est aujourd'hui 28 dont un grand nombre de pays de l'Est. Mais si l'Europe s'est agrandie, a-t-elle changé de fonctionnement ? Prend-elle vraiment en compte cette nouvelle moitié ? Non et c'est probablement de là que viennent une partie des problèmes.

Enfin, les Allemands refusent d'assumer les responsabilités de ce prétendu leadership et trouvent que la France manque de répondant pour prendre sa part.

Donc pour les médias et les opinions publiques, la bonne entente du couple Merkel-Hollande est importante et significative de la bonne entente générale mais en fait, la vraie entente, elles s'élaborent à la base dans les administrations de part et d'autre du Rhin, par des fonctionnaires qui se connaissent et sont tout le temps en contact, au travers de procédures qui nécessitent que la collaboration existe de bas en haut.

Dans la table ronde de Blois, j'ai remarqué de l'unanimité positive autour de Jacques Delors. Qu'avait-il de particulier et qu'a-t-il réalisé ?

C'est d'abord la personne qui est admirée, celle d'un homme porteur d'une vision, d'idéal, de conviction. Il fut au cœur du processus de Maastricht et de tout ce qui se réveilla durant les années 80, la relance du travail de construction européenne qui aboutit au Traité de Maastricht en 1992. Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'engagement, fort, déterminant de Jacques Delors.

Pourquoi n'existe-t-il pas aujourd'hui un Jacques Delors ? Pourquoi un déclin de l'enthousiasme ?

A l'Est, dès avant la chute du Mur, il y avait un profond désir de participer à cette Europe dont on était privé et donc aujourd'hui, il y a, en général, une volonté d'engagement qui persiste.

A l'Ouest, cette désaffection prend place dans un désenchantement né au tournant de 1989/90, lorsqu'éclata la fin des utopies. On devait admettre qu'il était dangereux pour les sociétés d'adhérer aux idéaux marxistes, qu'ils n'étaient pas réalisables au niveau d'un Etat, du moins tant que l'homme resterait corruptible. Aucune idéologie n'est venue remplacer l'espérance perdue et Angela Merkel, comme la plupart des autres dirigeants, est d'abord une gestionnaire, elle administre plus qu'elle n'impulse, elle cherche à protéger des acquis plutôt qu'à créer une nouvelle société.

Le seul qui a voulu essayer de lancer ce dynamisme, c'est Tsipras qui refusa de s'inscrire dans une simple gérance selon des règles édictées ailleurs, du moins jusqu'à ce qu'il soit obligé de s'incliner.

Est-ce qu'on ne dit pas que les crises font avancer l'Europe ?

Oui, mais peut-être la crise n'est-elle pas assez ressentie. En tout cas, en Allemagne où, après quelques mois difficiles, le pays s'est relancé économiquement et chaque gouvernement cherche à atténuer les mesures de rigueur qui avaient été imposées (cf. les lois Harz entre 2003 et 2008). Il est donc possible que les Allemands ne réalisent pas la situation que vivent d'autres populations de l'UE et manifestent donc peu de sympathie pour des politiques moins rigoureuses. Il faudrait, bien sûr, un rapprochement des systèmes sociaux et une convergence plus étroite de façon à renforcer la cohésion et la résistance aux crises mais actuellement les disparités sont telles que beaucoup auraient à perdre dans cette convergence et ne la soutiennent donc pas.

Dans divers débats, j'ai constaté que les positions adoptées par des hommes politiques, en fonction ou pas, étaient très différentes de celles exposées par les universitaires ou les journalistes. A propos de l'Europe, on a évoqué notamment la pertinence ou pas de négociations en conclave. Qu'en pensez-vous ?

Que tout se déroule au grand jour n'est pas le plus utile. Il faut des endroits protégés, hors de la pression de l'opinion publique pour que la confiance et la sérénité s'installent. Ce n'est pas anti-démocratique. Cette nécessité, mais temporaire, d'opacité est certainement difficile à faire comprendre et a probablement comme conséquence la perte d'intérêt des citoyens envers l'UE. Pourtant la plupart des sujets traités sont d'une très grande complexité. Il arrive souvent que les décideurs eux-mêmes ne les appréhendent pas facilement. Ils ont donc besoin de calme, de réflexion, sans être soumis à l'exposition médiatique. Mais il en résulte dans la population européenne une grande méfiance. Il suffit de voir ce qui se passe aujourd'hui avec le TTIP. Pourtant, si on avait exposé aux peuples concernés les contenus du Traité de Rome en 1957, il est à peu près sûr que jamais il n'aurait été voté. Certainement pas par les Français en tout cas.

Enfin, LA grande question, pour les enseignants, comment donner aux jeunes l'envie d'Europe ?

L'Histoire est certainement une porte d'entrée à privilégier, son histoire belliqueuse spécialement puisqu'il y a un nombre considérable de conflits qui ont ravagé nos territoires au cours des siècles.

Les deux grands conflits mondiaux, qui étaient d'abord des conflits européens, ont été la cause d'injustices, d'atrocités inouïes. Depuis lors, nous vivons dans la paix, nous résolvons nos problèmes par le dialogue. Cet acquis de 70 ans de paix est absolument à protéger et l'UE y contribue puissamment, puisqu'autour de nous, les conflits existent, se poursuivent, naissent même : l'Ukraine, Daesh, ...

Le moyen âge est aussi un temps intéressant à expliquer, cette époque où exista une communauté en Europe occidentale, qui connut énormément d'échanges, en arts, en culture, en économie, en rencontres entre personnes.

A présent, nous profitons beaucoup de l'Europe, nous voyageons, nous utilisons la même monnaie, nous avons des lois qui diminuent le coût de nos échanges et protègent nos droits.

Mais ce n'est pas un donné éternel, il faut non seulement en profiter mais la défendre et s'engager à lui rendre un peu de ce que l'on reçoit.

Merci cher Monsieur Wenkel, bonne continuation dans vos recherches qui contribuent à entretenir et développer cet esprit européen !

✍ T. Jamin

L'Europe aux « *Rendez-vous de Blois* »

1. « Sauvons l'Europe »

Chaque automne depuis 18 ans, la ville de Blois organise "*les rendez-vous de l'Histoire*", une incroyable manifestation qui rassemble aujourd'hui entre 30 et 40.000 participants durant les 4 jours que dure cette formidable bouffée de culture. S'y réunissent, autour de la municipalité, du Département, de la Région, des académies d'Orléans et de Tours, des dizaines d'universitaires de haut vol et d'écrivains tout heureux de rencontrer leurs lecteurs au Salon du Livre, jouxtant le principal auditoire. Ce long WE donne ainsi l'occasion de suivre gratuitement plus de 300 conférences, débats, tables rondes, expositions, spectacles, séances de cinéma, ...

Vous avez compris, j'essaie d'y participer le plus souvent possible et d'arriver, malgré le succès de foule et donc les inévitables files, à écouter le maximum de personnalités sur le maximum de sujets.

Des associations sont également sollicitées ou sollicitent une place pour proposer, dans le cadre du thème de l'année, une approche qui rejoint leurs préoccupations. C'est ainsi que si *les Empires* était le thème choisi en 2015, des questions sur l'Europe (nouvel Empire ? Impérialisme économique ? ..) ont pu être abordées.

Parmi ces débats, à l'initiative de deux associations, *Sauvons l'Europe* et l'association blésoise *Europe ensemble* fut présentée une table ronde intitulée « **Europe, déconstruction, reconstruction, intégration : l'heure des choix...** ».

Elle réunissait **Christian Wenckel**, historien, chargé de recherche à l'Institut Historique Allemand et membre fondateur du réseau RICHIE (<http://www.europe-richie.org/>), **Paulo Casaca**, ancien député portugais au Parlement européen (PSE), **Lorenzo Consoli**, ancien Président de l'Association de la presse internationale à Bruxelles et **Pascal Verdeau**, correspondant de France 3 à Strasbourg et à Bruxelles.

Les débats étaient animés par **Henri Lastenouse**, secrétaire général de *Sauvons l'Europe*. Rappporter les tours de table successifs serait fastidieux et rendrait mal compte des interactions multiples qui se sont créées entre les participants. J'ai donc choisi d'axer cet article sur une double question essentielle aujourd'hui : qu'est-ce qui peut attirer dans le projet européen, qu'est-ce qui peut en éloigner ?

Par ailleurs, dans la rubrique *Regards d'Europe*, nous faisons plus ample connaissance avec Christian Wenckel que j'ai pu interviewer par la suite.

Dès l'entame, une citation de Michel Rocard, "*J'ai fait mon deuil d'une Europe carolingienne !*", donnait le ton. L'Europe politique rassemblée sous un même sceptre, prosternée devant le même Dieu, appuyée sur une même culture, n'était plus ou pas l'objectif à atteindre. Heureusement, pourrait-on dire, car il faudrait alors gérer encore plus de douloureuses déceptions et de dramatiques volte-face !

Mais est-ce quand même un Empire ? C'est en tout cas, nous dit-on, un ensemble qui dépasse l'Etat-Nation, qui a ses problèmes propres, ses frontières, ses relations avec d'autres empires avoisinants, qui croyait s'être construit sur des bases économiques stables jusqu'à ce qu'il sente passer le vent du boulet, venant notamment de la Grèce.



Sur les murs de Blois s'exposaient des photos-posters représentant les cadets des grandes écoles militaires européennes. Dans chaque pays, on y voyait des jeunes, garçons et filles, qui se préparaient à une carrière d'officiers. Garçons et filles...sauf en Belgique où les cadettes étaient absentes; de la photo, on l'espère, et non pas absente de l'école ?

D'où viennent, chez les invités, leurs rapports privilégiés à l'Europe ?

Paolo Casaca évoque une adolescence auto-stoppeuse, une famille émigrée dispersée dans plusieurs pays, un enracinement multiple et évident, comme lui paraît l'existence de l'UE : *"Une Europe sans Europe, c'est le Moyen Orient, le chaos, le vide"*. Il n'éluide toutefois pas la question essentielle *"oui, mais quelle Europe ?"* La domination de l'Allemagne, même si Berlin a remplacé Aix-la-Chapelle, n'est-ce pas justement l'Europe carolingienne ? Les autres chefs d'Etat ne sont-ils, comme l'affirmait Marine le Pen, que des gouverneurs de provinces ? Sans aller jusqu'à cette caricature, il faut certainement viser à plus de transparence, plus de démocratie, plus de simplicité dans les institutions.

Christian Wenkel est un produit de la transition: né en 1977 derrière le rideau de fer, il perçoit malgré son jeune âge, les contraintes du communisme comme la séparation de sa famille entre Est et Ouest ou les déplacements contrôlés. Il entre dans l'adolescence lors de la chute du mur puis de la réunification. Mais comment voir disparaître du jour au lendemain son pays sans éprouver des sentiments mitigés envers le grand frère, plus puissant, plus riche, trop présent ? Aussi, comme beaucoup d'Allemands de l'Est, parmi lesquels il situe aussi Angela Merkel, l'adhésion à l'Europe fut plus naturelle et enthousiasmante que l'intégration à la nouvelle Allemagne.

Son choix d'être historien spécialisé dans l'UE lui confirme l'urgence de, tous les jours, rappeler le chemin parcouru et la nécessité de continuer à affronter les crises et donc à vivre l'heure des choix.

Lorenzo Consoli arrive à Bruxelles en 1986 par les hasards d'une carrière journalistique mais il y restera pour apporter sa petite pierre à ce qui constitue alors une utopie possible. Un homme l'incarne, c'est Jacques Delors, qui veut élaborer un projet d'ingénierie sociale pour améliorer la société, supporté par une volonté de véritable union monétaire, qui aurait certainement évité la crise grecque. Cette grande figure, comme c'est aussi le cas pour d'autres

invités, a porté chez L. Consoli durant de longues années un élan et un idéal européens que la réalité quotidienne démentait pourtant de plus en plus.

L'essence même de l'Europe pour lui reste pourtant le fait que nous vivions dans un Etat de droit, caractéristique encore plus essentielle que la démocratie ou plutôt que le triomphe d'une majorité nationale. On sait en effet que si l'un des membres rassemble chez lui un vote majoritaire qui va à l'encontre des valeurs démocratiques de l'UE, il doit s'incliner et y renoncer. C'est le cas en Hongrie actuellement. Si on n'avait pas l'UE, cette force démocratique commune disparaîtrait.

Pour **Pascal Verdeau**, enfin, correspondant de France3 dans les deux capitales européennes, sa naissance à Strasbourg a certainement joué dans l'éveil de son intérêt. Comme journaliste, il pointe le manque de démocratie concrète, l'importance des conclaves et autres réunions discrètes qui bétonnent l'information du citoyen. Ce que Paola Casaca, comme homme politique trouvait utile, c'est-à-dire la possibilité justement de discuter en vase clos, d'être à l'abri de l'opinion publique et des effets de manche des ténors à l'égard de leur électorat, ne plaît pas à P.Verdeau ou du moins, c'est une méthode qui lui semble ne plus pouvoir être appliquée. On ne peut conduire l'Europe à coups de crises résolues en catastrophe après des heures de sommets confidentiels.

Il concède toutefois que mettre l'Europe en images pour le public n'est pas facile, que les vrais enjeux ne sont pas toujours les plus compréhensibles, les plus spectaculaires ou les plus populaires. Ainsi quand Mme Merkel souligne que la crise des réfugiés est une crise existentielle, qui met en jeu les valeurs fondatrices de l'Europe, ces mêmes valeurs qu'on voudrait voir universellement appliquées, elle a tout à fait raison mais ne tient peut-être pas le langage le plus audible pour le citoyen lambda.

Lorenzo Consoli confirme que le processus européen, fait de tout petits pas, parfois même ceux des processions d'Echternach, ne convient pas à la technique journalistique. Ils constituent autant de trains qui arrivent à l'heure et donc n'intéressent pas grand monde. Pourtant, intégrés dans des traités plus importants, ils modifient à la longue considérablement le visage et le fonctionnement de l'Europe. Christian Wenkel appuie cette idée, les mécanismes administratifs finissent par faire bouger les choses plus efficacement que les grandes déclarations.

La rencontre, par moments assez technique, porta aussi sur des points très controversés comme le rôle, utile ou dictatorial, de la BCE, sur les politiques financières accrochées à des principes ou basées sur l'économie réelle, la souplesse ou la rigidité de l'Europe vis-à-vis des membres non conformes, la puissance de la chancelière allemande, trop grande ou beaucoup moins importante en réalité qu'elle ne paraît à l'extérieur, sa froideur apparente ou sa profonde humanité, etc.

Mais comme je l'ai annoncé en introduction, il serait difficile de rendre ici à la fois l'authenticité et la dynamique des échanges. Le débat est en entier visible sur le site de l'association qui l'organisait.

<http://www.sauvonsleurope.eu/europe-deconstruction-reconstruction-integration-lheure-des-choix-compte-rendu/>

Je conclurai donc ce rapide écho avec un constat que tous partageaient " *les citoyens des pays membres disposent grâce à l'Union européenne de plus de droits qu'ils n'en auraient chacun dans leur Etat national*". N'est-ce pas finalement une raison suffisante pour vouloir la défendre ?

✍ T. Jamin

2. Jean-Marc Ayrault et l'Europe

Depuis leurs découvertes, j'ai bien des difficultés à renoncer aux "Rendez-vous de l'Histoire " de Blois. Un coin de terre promise, où coulent le lait et le miel. On en revient toujours différent, enrichi tant y dialoguent des cultures, des études et des personnes.

Ce sont des journées de haute valeur ajoutée. Elles laissent des traces, remodèlent les idées, les opinions et raniment les cœurs essoufflés.



(Photo *Nouvelle République*, Jérôme Dutac)

Comme thème de 2015, les responsables avaient choisi "les Empires". J'ignore les raisons de leur choix d'y insérer aussi l'Europe. Mais l'actualité, c'est-à-dire les querelles incessantes entre pro et eurosceptiques, les problèmes économiques récurrents, les manifestations de mécontentement répétées des sidérurgistes, pêcheurs, agriculteurs, la difficulté à mobiliser notre solidarité envers l'afflux de migrants n'y est certainement pas étrangère. Une bonne information et réflexion étaient sûrement plus que jamais nécessaire pour permettre à L'Europe, qui ne cesse de se développer, de poursuivre la mise en œuvre du projet de ses fondateurs.

A Blois, chacun compose son menu journalier à la carte, toujours très copieuse. En la consultant, le nom de Jean-Marc Ayrault, ancien Premier Ministre français, m'a sauté aux yeux. Globalement, plus informé que lui sur la situation actuelle de l'Europe, difficile à dénicher ! Et qui, en outre, mieux que lui qui s'est coltiné la politique de la France, pouvait nous aider à nous y incorporer au quotidien, y jouer notre rôle de citoyen responsable. Je suis donc allé l'écouter.

A la question qui lui était posée "Europe, Empire libéral ? " il répondit résolument non. Il nous rappela qu'à l'origine, elle s'est construite pour réagir aux épreuves - deux guerres meurtrières en moins d'un demi-siècle - et non devenir un Empire. Citant Jean Monnet, il précisa qu'elle ne sera jamais que la somme des solutions que nous apporterons collectivement à ses crises de croissance. Son avenir est entre nos mains. Véritable plaidoyer pour davantage de solidarité responsable.

Ses progrès peuvent aussi parfois nous paraître lents, dit-il, les discussions longues et difficiles. Il y a manifestement eu des ratés qu'il nous faut assumer aujourd'hui et en tirer les conséquences. Jean-Marc Ayrault l'admet. Il souligne le manque de démocratie, le peu de réaction du Parlement européen à propos, entre autres, du Traité de Libre Echange entre l'Europe et les EU " dont personne ne sait rien" et fustige certains dirigeants au pouvoir qui se contentent d'un "c'est la faute de l'Europe" quand ça ne va pas.

Pour sortir de ces embûches, il ouvre un autre plaidoyer en faveur de la sauvegarde des engagements fondamentaux de l'Europe, particulièrement des droits de l'homme - il songe à la Hongrie - et de davantage de démocratie. "Dans le cadre d'une coopération renforcée entre pays, c'est possible et c'est à développer", nous dit-il.

Conclusion optimiste qu'il nous invite à mettre en œuvre résolument et sans tarder.

✍ G. Benoît

B rève

"Le soutien de la population à l'UE n'est pas en chute libre", annonce le Vif en ligne du 3/11/15

À en croire une enquête réalisée parmi 12 000 citoyens des 28 états membres, nous ne sommes pas eurosceptiques et désinformés à propos de l'Union européenne. "Nous regardons l'UE de manière adulte".

L'enquête de la fondation allemande Bertelsmann Stiftung révèle que si l'on organisait un referendum aujourd'hui, 71% des Européens voteraient en faveur de l'adhésion à l'UE. 59% des répondants souhaitent même plus d'Europe sur le plan politique et économique. En même temps, 72% expriment leur désaccord face à la politique actuelle. Au sein de la zone euro, ce chiffre s'élève même à 77%.

"La confiance en l'Union européenne nous a étonnés" explique l'auteur principal du projet, Isabell Hoffmann. "On dit depuis des années que 'le citoyen' se détourne de l'UE, que le soutien à l'Union est en chute libre. Mais ce n'est pas vrai. La plupart des citoyens ne renient pas l'UE. Aujourd'hui, les gens pensent de façon plus nuancée. Ils comprennent qu'il est plus d'intéressant de coopérer au niveau européen. Simultanément, ils ont l'impression que pour l'instant le système ne fonctionne pas. Mais cela ne signifie pas : 'Sortons de l'Union' Tout au plus : 'Étudions comment mieux faire.'"

(suite <http://www.levif.be/actualite/international/le-soutien-de-la-population-a-l-ue-n-est-pas-en-chute-libre/article-normal-431455.html>)

✍ T. Jamin

